



Régie Municipale de Saint-Avold
53, rue Foch
B.P. 50005
57501 SAINT-AVOLD CEDEX
Tél. : 03 87 91 25 03 – Fax : 03 87 91 20 90

- Electricité
 - Gaz
 - Eau
 - Assainissement
 - Eclairage Public
 - Chauffage Urbain

RUES D'HAUGERANVILLE – PONCELET
Renouvellement des réseaux ELECTRICITE, EAU, ECLAIRAGE
PUBLIC et
NUMERIQUES
Reprise de branchements électrique, eau et numériques

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P.

Maître d'Ouvrage- Maître d'Oeuvre	Entreprise
Energis 53,rue Foch BP 5005 57501 SAINT-AVOLD	

TABLE DES MATIERES

Article 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITION GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L’ENTREPRENEUR :	4
1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES :	4
1.3 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE ; OBLIGATION DE DISCRETION :	4
1.4 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT :	4
1.5 MAITRISE D’ŒUVRE :	4
1.6 CONTROLE TECHNIQUE :	4
1.7 UNITE MONETAIRE :	4
1.8 VISITE SUR PLACE :	5
1.9 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :	5
Article 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
Article 3 : PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ; VARIATION DANS LES PRIX ; REGLEMENT DES COMPTES :	6
3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS :	6
3.2 CONTENU DES PRIX; MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES; TRAVAUX EN REGIE :	6
3.3 VARIATION DANS LES PRIX :	7
3.4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS :	8
3.5 FORMES PARTICULIERES DE L’ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINALS :	9
3.6 MANDATEMENT :	9
3.7 CHANGEMENT DANS L’IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D’OUVRAGES :	10
Article 4 : DELAI(S) D’EXECUTION ; PENALITES :	10
4.1 DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX :	10
4.2 MODIFICATION DE(S) DELAI(S) D’EXECUTION :	10
4.3 PENALITES POUR RETARD ; PRIMES D’AVANCE :	10
4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX :	11
4.5 AUTRES PENALITES :	11
4.6 DEFINITION DES CRITERES DE PERIODES D’INTEMPERIE :	11
Article 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE :	12
5.1 RETENUE DE GARANTIE :	12
5.2 AVANCE FORFAITAIRE :	12
5.3 AVANCE SUR MATERIELS :	12

Article 6 : PROVENANCE, QUALITE, contrôle ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS :	12
6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS :	12
6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D’EMPRUNT :	12
6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DE MATERIAUX ET PRODUITS :	13
Article 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGE :	13
7.1 PIQUETAGE GENERAL :	13
7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS ENTERRES :	13
7.3 DOMMAGE AUX TIERS :	13
Article 8 : PREPARATION ; COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX : ..	14
8.1 PERIODE DE PREPARATION ; PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX :	14
8.2 PANNEAU DE CHANTIER :	14
8.3 PLAN D’EXECUTION ; NOTES DE CALCULS ; ETUDE DE DETAIL :	14
8.4 MESURE D’ORDRE SOCIAL ; APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL :	14
8.5 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER :	14
8.6 REUNIONS DE CHANTIER :	16
8.7 FOURNITURE DE DOCUMENTS :	17
8.8 SUJETIONS RESULTANT DE L’EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE :	17
Article 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX :	17
9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX :	17
9.2 RECEPTION :	17
9.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D’OUVRAGE :	17
9.4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGE :	18
9.5 DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION :	18
9.6 DELAI DE GARANTIE :	18
9.7 ASSURANCES :	18
Article 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX :	18

Article 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITION GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR :

Les clauses du présent cahier sont applicables aux entreprises ainsi qu'aux groupements d'entreprises.

Le présent cahier définit les charges et conditions particulières applicables au marché de travaux pour le compte de la régie municipale ENERGIS et relatifs aux travaux de renouvellement des réseaux et branchements Electricité, Eau, Eclairage public et Numériques, rue d’Haugeranville et Poncelet à Saint-Avoid.

L'Entreprise exécute les travaux suivant les règles propres à son art dont elle se déclare technicien qualifié, spécialisé et éprouvé.

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières prévaudront, en cas de contradiction, sur celles stipulées au Cahier des Clauses Administratives Générales.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES :

Sans objet.

1.3 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE ; OBLIGATION DE DISCRETION :

Sans objet.

1.4 CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT :

Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit de demander la décomposition des prix de revient.

L’entreprise ne pourra en aucun cas présenter ultérieurement des modifications aux montants initialement acceptés, en invoquant le fait qu’elle n’avait pas mesuré l’importance des prestations demandées, faute d’avoir visité le chantier au préalable.

1.5 MAITRISE D'ŒUVRE :

La maîtrise d’œuvre est assurée par le bureau d’études d’ENEGIS 53, rue du Maréchal Foch 57500 Saint-Avoid.

La coordination S.P.S. est assurée par :

A définir par le maître d’ouvrage.

1.6 CONTROLE TECHNIQUE :

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis aux contrôles techniques dans les conditions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.7 UNITE MONETAIRE :

L’unité monétaire pour l’exécution du présent marché est l’Euro.

1.8 VISITE SUR PLACE :

Les entrepreneurs sont tenus de se rendre sur place pour constater l’état des lieux avant remise de leur offre.

1.9 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d’avoir un effet sur l’exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d’une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l’article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le jugement a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l’article 37 du code des Marchés Publics. En cas de réponse négative, ou en l’absence de réponse dans le délai d’un mois à compter de l’envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d’un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l’expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l’administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l’administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l’exécution du marché, ou à l’expiration du délai d’un mois. Elle n’ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l’activité de l’entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la poursuite du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité:

Pièces particulières :

- Acte d’engagement (A.E.), l’exemplaire original du maître d’ouvrage fait seul foi.
- Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), l’exemplaire original du maître d’ouvrage fait seul foi.
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), l’exemplaire original du maître d’ouvrage fait seul foi.
- Annexe CCTP, bordereau des prix unitaires (B.P.U.)
- Devis estimatif (C.D.P.G.)
- Plan des travaux

Il est précisé que tout élément qui figurerait sur les plans et ne serait pas mentionné dans les pièces écrites ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les plans.

L'ensemble des plans d'exécution sera établi par l'entreprise adjudicataire du présent marché. Ces documents seront réalisés à partir des plans de projet et autres indications fournis par le maître d'œuvre, des relevés et autres sondages effectués sur le terrain par l'entreprise.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du CCTP.

Les entrepreneurs sont invités à se rendre sur place et à s'entourer de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs prix unitaires, étant convenu que les prix inscrits au marché par l'entreprise ne seront en aucun cas susceptibles de bénéficier d'une quelconque réévaluation.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les quantités de chacune des positions inscrites au marché et d'alerter le maître d'œuvre en cas d'erreur ou d'omission dans les plans et/ou descriptifs.

Pièces générales :

Les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci-après, sur les plus anciennes :

- Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux
- Cahier des Charges des Documents Techniques (D.T.U.) publié par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes et décrets qui l'ont modifié.
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 30 novembre 1979 et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2.
- Les normes françaises en vigueur à la date de remise de l'offre.
- Plan général de coordination sécurité protection de la santé

Article 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ; VARIATION DANS LES PRIX ; REGLEMENT DES COMPTES :

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou le cas échéant à l'entrepreneur mandataire, à ses co-traitants et à leurs sous-traitants respectifs.

3.2 CONTENU DES PRIX; MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES; TRAVAUX EN REGIE :

L'entreprise tiendra compte lors de l'établissement de ses prix hors TVA des éléments suivants :

- Contraintes liées au site à aménager (nature du terrain, situation géographique, circulation existante, ...)
- Contraintes afférentes au maintien de la sécurité,
- Contraintes liées aux conditions météorologiques (vent, pluie, neige, gel).

- Exécution des branchements provisoires
- Installation et mise en service d'éclairage et de signalisation provisoires
- Mise en place des installations nécessaires à l'hygiène et à la sécurité sur le chantier
- Etablissement du panneau de chantier et mise en place de clôtures de chantier
- Frais d'installation et d'utilisation du matériel d'épuisement des eaux en fond de fouilles
- etc...

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par prix global conformément au montant fixé à l'acte d'engagement.

L'entrepreneur n'exécutera aucun travail non prévu sans un ordre de service écrit, daté et numéroté du Maître d'œuvre et visé par le Maître de l'ouvrage.

Lorsque cet ordre entraînera un dépassement du montant initial et/ou du délai d'exécution du présent marché, un avenant sera établi par le Maître d'œuvre et soumis au Maître d'ouvrage.

3.3 VARATION DANS LES PRIX :

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après:

3.3.1 Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées au 3.3.3. et 3.3.5:

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé „mois zéro“.

3.3.3. Choix de l'index de référence :

L'index de référence « I » d'actualisation, de révision ou de mise à jour des prix inscrits au marché, est l'index: national : Travaux publics T.P.O1.

3.3.5. Modalités d'actualisation des prix :

L'actualisation est effectuée par l'application aux prix du marché ou du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_m = I(m-3) / I_0$$

- **C_m** est la valeur du coefficient pour le mois m ;
- **I₀** et **I (m-3)** sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (m-3) par l'index de référence I du marché.

3.3.6. *Actualisation provisoire :*

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui devant être appliqué, le montant de l'actualisation définitive ne sera fixé que lors de la parution de l'indice concerné.

3.3.7. *Application de la taxe à la valeur ajoutée :*

Les montants des acomptes mensuels et du solde définitif sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont

éventuellement rectifiés en vue de l’établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS :

3.4.1 Désignation de sous-traitants après attribution de marché :

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance; si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir:
 1. les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes
 2. la date (ou le mois) d’établissement des prix
 3. les modalités de révision des prix
 4. les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du code des marchés publics
- le comptable assignataire des paiements et, dans le cas où le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer

3.4.2 Modalités de paiement direct :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation dans laquelle :

- il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte
- il donne son accord pour que le montant à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce dernier les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme incluant la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et incluant la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

Dès réception de ces pièces, le Directeur des travaux avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyés par l'entrepreneur et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l'entrepreneur.

3.5 FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINALS :

3.5.1 Remise des projets de décompte

Avant le 5 de chaque mois, les entrepreneurs remettent au Maître d'œuvre une situation en **3 exemplaires** des travaux effectués dans le mois précédent.

Le Maître d'œuvre vérifie cette situation et établit une proposition de paiement qu'il adresse au Maître d'ouvrage.

Les situations présentées par l'entreprise incluront obligatoirement tous les travaux exécutés à la date de leur établissement. Les montants indiqués seront cumulatifs et tiendront compte des précédentes situations.

Les situations présentées devront faire mention du taux et du montant de la TVA.

Toute modification du montant de ces états entraînera, pour autant, celui du montant de la TVA.

Un état d'avancement des travaux sera transmis dès la notification du marché par le Maître de l'ouvrage.

3.5.2 Envoi d'un double de la demande de paiement au comptable assignataire de la dépense :

Dès qu'il est en possession de l'avis de réception ou du récépissé, l'entrepreneur adresse au comptable assignataire de la dépense un double de la demande de paiement comportant la mention de la date de réception du projet de décompte par le Maître d'œuvre portée sur la situation.

3.6 MANDATEMENT :

3.6.1 Délai global de paiement :

Le délai global de paiement de l'acompte est de 45 jours et court à compter de la date de remise du projet du décompte suivant la réglementation du code des marchés publics en vigueur.

3.6.2 Suspension du délai global de paiement :

Par dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du C.C.A.G. si, du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est suspendu pour une durée égale au retard engendré.

La suspension du délai de mandatement ne peut intervenir qu'une seule fois. Le Maître d'ouvrage fait connaître à l'entreprise par l'envoi d'une lettre recommandée (avec avis de réception postal) les raisons (imputables à l'entrepreneur) s'opposant au mandatement et précisant les pièces à fournir ou à compléter, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement. Le Maître d'ouvrage mentionnera le caractère suspensif du dit courrier sur le délai de mandatement. La suspension prenant effet le jour de réception par l'entrepreneur de la lettre recommandée.

Cette suspension prend fin dès réception par le Maître de l’ouvrage de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par l'entrepreneur, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

L'ordonnateur disposera d'un délai de mandatement minimal de quinze jours à compter de la date d’expiration du délai de suspension.

Un dépassement du délai global de paiement ouvrira droit à une majoration au taux d’intérêt légal augmenté de 2 points.

3.7 CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES :

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas réclamer le paiement de travaux supplémentaires pour lesquels il n'aurait pas obtenu préalablement un ordre de service du Maître d’Ouvrage.

Article 4 : DELAI(S) D’EXECUTION ; PENALITES :

4.1 DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX :

Les stipulations correspondantes figurent dans l’acte d’engagement.

L’entreprise fournira dès la remise de son offre un planning d’exécution des travaux du présent marché.

Un calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Pilote de l'opération en concertation avec les entrepreneurs titulaires du (des) marché(s), dans le cadre du délai d'exécution.

4.2 MODIFICATION DE(S) DELAI(S) D’EXECUTION :

La modification du(des) délai(s) d'exécution pour toutes autres raisons que l'application des intempéries, ne pourra être autorisée que par voie d'avenant au présent marché.

Les autorisations d'intempéries sont définies dans le C.C.T.P. et devront être visées par le Maître de l’ouvrage.

4.3 PENALITES POUR RETARD ; PRIMES D’AVANCE :

Les pénalités seront gérées par le Maître d’œuvre en fonction du planning établi par tranche avant exécution. Elles sont imputées à l'entreprise par le Maître de l’ouvrage chargé de l’établissement des certificats de paiement.

4.3.1 Pénalités pour retard sur délai d’exécution :

Par jour calendaire de retard : 1/3000ième du montant initial H.T. du marché éventuellement modifié par les avenants. Ces pénalités seront appliquées au fur et à mesure de l’avancement des travaux en tenant compte des échéances fixées par le calendrier d’exécution des travaux mis en place par le pilote de l’opération.

4.3.2 Pénalités pour retard sur la remise des plans d'exécution :

Par jour calendaire de retard : 1/5000^{ième} du montant initial H.T. du marché éventuellement modifié par les avenants.

4.3.3 Pénalités pour retard dans la levée des réserves émise à la réception :

Par jour calendaire de retard et jusqu'à leur achèvement même si le Maître d'ouvrage décide de l'application du 2^{ième} alinéa de l'article 41-6 du C.C.A.G. : 1/5000^{ième} du montant initial H.T. du marché modifié éventuellement par les avenants.

4.3.4 Pénalités pour retard dans la levée des réserves émise à la réception :

Il ne sera pas versé de prime d'avance.

4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX :

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4.5 AUTRES PENALITES :

Des pénalités aux montants H.T. indiqués ci-après sont automatiquement appliquées dans les cas suivants:

- Non respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité ou la signalisation générale du chantier ➔ 50,00 € par infraction et par jour calendaire.
- Dépôt de matériaux, matériels, gravois en dehors des zones prescrites ➔ 50,00 € par infraction et par jour calendaire.
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement, à la coordination, ou aux études d'exécution des travaux ➔ 50,00 € par document et par jour calendaire.
- Retard dans la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés ➔ 50,00 € par jour calendaire.

Chacune des pénalités ci-dessus est imputée directement au titulaire, co-traitant ou sous-traitant du lot concerné quand celui-ci est clairement identifié. Dans le cas contraire, ces pénalités sont retenues des sommes dues au titulaire jusqu'à ce que celui-ci fasse connaître (dans un délai de TRENTA (30) jours) le (ou les) co-traitant(s) ou sous-traitant(s) responsable(s) et sa (leur) part(s) de responsabilité.

4.6 DEFINITION DES CRITERES DE PERIODES D'INTEMPERIE :

Pour l'application de l'article 4.2 du présent C.C.A.P. sont considérés comme causes d'intempéries les phénomènes naturels indiqués ci-après :

Vent :	vitesse supérieure à 60 km/h pour l'usage de grues ou de nacelles.
Température :	0°C sous abri
Pluie :	10 mm en 24 heures

Neige ou pluies persistantes : 5 jours consécutifs

Seront également considérées comme intempéries les conditions météorologiques ou climatiques dépassant les seuils limites de mise en oeuvre de matériaux spécifiques conformément aux avis techniques de ceux-ci.

Les relevés de la station météorologique la plus proche feront foi quant à l'importance des intempéries.

Article 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE :

5.1 RETENUE DE GARANTIE :

Une retenue de garantie de 5% sera effectuée sur chaque situation mensuelle de travaux présentée par l'entrepreneur et sur chaque avenant.

Le remplacement de cette retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande, peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 100 du Code des Marchés Publics. La retenue de garantie est alors restituée.

Cette caution ou cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Toutes les dispositions du présent article seront conformes aux articles 99 à 101 du Code des Marchés Publics.

Conformément à l'article 54 du code des marchés publics, la retenue de garantie n'est pas exigée pour les sociétés coopératives ouvrières de production, les artisans, les sociétés coopératives d'artisans et les sociétés coopératives d'artistes, répondant aux critères de l'article n° 54 du code des marchés publics.

5.2 AVANCE FORFAITAIRE :

Selon article 87 du code des marchés publics.

5.3 AVANCE SUR MATERIELS :

Avance facultative soumise à l'article 88 du code des marchés publics.

Article 6 : PROVENANCE, QUALITE, contrôle ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS :

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS :

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou dérogeant aux dispositions des dites pièces.

6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT :

Sans objet.

6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DE MATERIAUX ET PRODUITS :

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les travaux du présent marché, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l’objet de vérifications ou de surveillance à la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l’entrepreneur, de sous-traitants ou autres fournisseurs.

Le Maître d’œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s’ils sont effectués par l’entrepreneur, ils seront rémunérés par application d’un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées;
- s’ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître de l’ouvrage.

Article 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGE :

7.1 PIQUETAGE GENERAL :

Conformément aux articles 23 et 27 du C.C.A.G., le piquetage général sera effectué avant le commencement des travaux par un géomètre expert aux frais du titulaire du présent marché, en présence du Maître d’œuvre et du représentant du Maître d’ouvrage.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS ENTERRES :

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés existants, tels que les canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué avant le démarrage des travaux, en présence du Maître d’œuvre, aux frais de l’entrepreneur, auquel il incombe de convoquer les services ou organismes concernés par l’opération.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d’eau et autres câbles électriques, l’entrepreneur doit prévenir les propriétaires et autres concessionnaires dix jours au moins avant le début des travaux.

Les éléments relevés lors des sondages et autres réalisations de fouilles, seront intégrés dans le plan de récolement des réseaux réalisé par l’entreprise.

L’entreprise assurera la conservation des éléments d’implantation existants. Toutes les bornes et piquets détériorés ou enterrés seront remis en place au frais de l’entreprise par un géomètre expert.

7.3 DOMMAGE AUX TIERS :

Il est entendu que pendant la durée d’exécution du présent marché et jusqu’à expiration du délai de garantie, l’entrepreneur sera seul responsable vis à vis des tiers de tout dommage résultant des travaux effectués.

Article 8 : PREPARATION ; COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX :

8.1 PERIODE DE PREPARATION ; PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX :

La période de préparation est fixée à dix jours calendaires à compter de la date de la notification ou de l'ordre de service du marché, elle est incluse dans le délai d'exécution.

L'entrepreneur devra réaliser au cours de cette période :

- un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier (y compris des ouvrages provisoires)
- un plan de sécurité et d'hygiène conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.
- les travaux de piquetage et d'implantations des ouvrages
- un constat initial des lieux par huissier
- les demandes de D.I.C.T.
- les études d'exécution et d'investigation géotechnique.

8.2 PANNEAU DE CHANTIER :

Le titulaire du présent lot aura à sa charge la fourniture et la pose à l'endroit indiqué des panneaux de chantier.

8.3 PLAN D'EXECUTION ; NOTES DE CALCULS ; ETUDE DE DETAIL :

L'ensemble des plans d'exécution seront établis par l'entreprise mandataire et soumis au maître d'œuvre pour approbation.

8.4 MESURE D'ORDRE SOCIAL ; APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL :

La proportion d'ouvriers étrangers autorisés à travailler sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10%. Leur taux de rémunération ne peut être inférieur à 90% du salaire d'un ouvrier de même catégorie employé sur le chantier.

8.5 ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER :

Aucune stipulation particulière n'est imposée, celles indiquées par le C.C.A.G. Travaux étant seules applicables.

8.5.1 Installation de chantier :

L'installation de chantier bénéficie des facilités suivantes données par le Maître de l'ouvrage. Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

- Emplacements situés dans l'emprise du chantier ou du domaine communal après accord des Maîtres d'œuvre et d'ouvrage.

Les conditions suivantes sont à respecter:

- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux, avant l'expiration du délai d'exécution.

8.5.2 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé :

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'organisation de la sécurité devra respecter les dispositions du code du travail et plus particulièrement les articles L.235-5, L.235-9 de la directive européenne n° 92-57 du 24 juin 1992, de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993, des décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994, n° 95-607 – 95-608 du 6 mai 1995 et n° 95-543 du 4 mai 1995 applicables à la signatures du marché.

Il doit par ailleurs donner suite aux consignes formulées par le coordonnateur S.P.S. en phase de réalisation dans les conditions fixées par le document, visé à l'article 2 du présent C.C.A.P., lui précisant l'autorité et les moyens du coordonnateur.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du Maître de l'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

8.5.3 Plan Particulier de Sécurité et Protection de la santé (P.P.S.P.S.) :

Le Maître d'ouvrage désignera si nécessaire le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé en application du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

8.5.4 La signalisation de chantier :

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée sous le contrôle du Maître d'œuvre désigné dans le marché.

La signalisation des chantiers devra être conforme à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du livre I 8^{ème} partie "Signalisation temporaire" approuvées par décret du 6 novembre 1992.

L'entrepreneur est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

L'entrepreneur devra, dans les QUINZE (15) JOURS suivant la notification du marché, soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre, le plan de signalisation du chantier. Ce plan lui sera retourné dans un délai maximum de HUIT (8) jours revêtu du visa du Maître d'œuvre et éventuellement accompagné de ses observations.

En cas de signalisation défectueuse ou de non-conformité avec le plan approuvé, les mesures suivantes seront appliquées :

- sur remarque verbale de l'Ingénieur à la personne chargée de la conduite des travaux (article 2.21 du C.C.A.G.) constatant l'insuffisance de la signalisation, l'entrepreneur devra à ses frais, prendre immédiatement toutes dispositions pour remédier à cette situation.

- si l'entrepreneur n'a pas obtempéré immédiatement suivant la remarque qui lui aura été faite, le Maître d'œuvre se substituera à lui aux frais et sous la responsabilité de l'entrepreneur. En outre, le Maître d'œuvre pourra alors suspendre le chantier par ordre de service sans donner droit à l'entrepreneur à des indemnités ou à une prolongation du délai contractuel d'exécution.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de prescrire en cours de chantier un complément de signalisation qu'il jugera utile dans le cadre des instructions ministérielles. Le non-respect de ces prescriptions entraînera la même procédure que celle prévue ci-dessus.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre, parallèlement avec le plan de signalisation de chantier, les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur devra faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers (responsable qui devra être joignable de jour comme de nuit).

L'entrepreneur est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux.

Le personnel de l'entrepreneur travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier, seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée, devront être pourvus des feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2, feux spéciaux de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I 8ième partie, signalisation temporaire du 15 juillet 1974.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents de l'entrepreneur, muni d'un fanion K1 avertira les usagers de la présence à proximité d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances. Tous les engins de l'entreprise devront être munis d'un gyrophare et d'un klaxon de recul ; ils devront être guidés lorsqu'ils effectueront les manœuvres en marché arrière.

Les sujétions de dépose, de tri des produits de démolition et de démontage sont précisés dans le cadre du bordereau des prix unitaires et (ou) dans le cadre de décomposition du prix global et (ou) et (ou) dans le C.C.T.P.

8.6 REUNIONS DE CHANTIER :

Une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu sur place.

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Chaque entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir d'engager l'entrepreneur, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait est portée sur le rapport de chantier.

8.7 FOURNITURE DE DOCUMENTS :

Les plans de projet des ouvrages seront fournis aux entrepreneurs en un exemplaire, tout exemplaire supplémentaire leur sera facturé.

Tous les plans d'exécution, tous les plans de réservation et d'une manière générale, tous les documents établis par les entrepreneurs en cours de chantier seront diffusés par ceux-ci à raison de :

- un exemplaire au Maître d'Ouvrage
- un exemplaire au Maître d'œuvre
- un exemplaire au pilote de l'opération
- un exemplaire pour toutes les entreprises intéressées.

8.8 SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE :

L'entrepreneur maintiendra en état de propreté les voies publiques d'accès au chantier et/ ou situées dans l'emprise des travaux.

Article 9 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX :

9.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX :

Aucune stipulation particulière.

9.2 RECEPTION :

L'entrepreneur avise par courrier la personne responsable du marché et le maître d'œuvre, de la date d'achèvement des travaux.

Les opérations préalables à la réception des ouvrages, incluent la reconnaissance des ouvrages exécutés ainsi que la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons. Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé et signé par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

La réception des ouvrages ne pouvant être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des travaux, il appartient aux entreprises concernées de remédier aux malfaçons avant la fin du délai d'exécution.

La réception des travaux intervient dès l'achèvement du délai d'exécution prévu au marché en présence des parties concernées, dans le cas où des malfaçons seraient observées, ces dernières seraient inscrites au P.V. de réception rédigé sur le champ. Un délai maximal sera fixé dans le P.V. de réception pour le parfait achèvement des travaux suivant les réserves émises.

Ce délai écoulé, la levée des retenues sera réalisée par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage en cas de parfait achèvement des travaux. Dans le cas contraire, une mise en demeure sera transmise à l'entreprise.

Si cette dernière n'effectue pas les travaux dans le délai imparti, le maître d'ouvrage aura dès lors le droit de faire procéder à l'exécution des malfaçons et travaux restants par une tierce entreprise, aux frais de l'entrepreneur défaillant.

9.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE :

Aucune stipulation particulière.

9.4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGE :

Sans objet.

9.5 DOCUMENTS FOURNIS APRES RECEPTION :

Les plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G. devront être remis au Maître d'œuvre SOIXANTE (60) jours au plus tard après la notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard, une pénalité sera appliquée dans les conditions prévues à l'article 4.5 du présent C.C.A.P. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

9.6 DELAI DE GARANTIE :

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière, celles indiquées à l'article 44.1 du C.C.A.G. étant seules applicables.

9.7 ASSURANCES :

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification du marché et avant le démarrage des travaux d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants désignés dans le présent marché doivent être titulaires des assurances indiquées ci-dessous:

assurance responsabilité civile à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, 2270 du Code Civil.

La personne publique peut, 5 jours après mise en demeure restée sans suite, prendre les polices prévues aux frais du titulaire ou prononcer la résiliation du marché.

Article 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX :

Dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.6 du C.C.A.P.

Dérogation aux articles 20 du C.C.A.G. résultant des articles 4.3 et 4.5 du C.C.A.P.

A _____, le _____

(L'entrepreneur mandataire)

A Saint Avold, le _____ (Le Directeur Général agissant au nom et pour le compte de la régie municipale Energis de Saint Avold)